

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 4218/DEF/PMAT/EG/B

relative à l'admission des officiers de l'armée de terre au bénéfice des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Du 20 novembre 1997

INSTRUCTION N° 4218/DEF/PMAT/EG/B relative à l'admission des officiers de l'armée de terre au bénéfice des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Du 20 novembre 1997

NOR D E F T 9 7 6 1 2 1 8 J

Références :

Code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment les art. L. 5, L. 6, L. 26 et R. 36).
Loi 72-662 du 13 juillet 1972 (BOC/SC, p. 784, BOC/G, p. 1001 ; BOC/M, p. 950 ; BOC/A, p. 595) modifiée.
Loi 96-1111 du 19 décembre 1996 (BOC, 1997, p. 323).
Décret 74-338 du 22 avril 1974 (BOC, p. 901) modifié.
Décret 80-792 du 02 octobre 1980 (BOC, p. 3664).
Décret 96-28 du 11 janvier 1996 (BOC, p. 538) modifié.
Décret 2000-511 du 08 juin 2000 (BOC, p. 2552).
Arrêté du 01 juillet 1974 (BOC, p. 1693) modifié.
Instruction ministérielle 9079 du 07 mars 1996 (BOC, p. 2121).
Loi 75-1000 du 30 octobre 1975 (BOC, p. 4167), modifiée.

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes et cinq imprimés répertoriés.

Modifié par :

Erratum du 2 mars 1998 (BOC, p. 1185) NOR DEFT9861218Z.
Instruction 1110 /DEF/PMAT/EG/B du 05 avril 2001 (BOC, p. 2215) NOR DEFT0150787J et son erratum du 18 juillet 2002 (BOC, p. 5729).

Texte abrogé :

Instruction n° 6881/DEF/PMAT/EG/B du 3 décembre 1985 (BOC, p. 7403), son erratum du 20 janvier 1986 (BOC, p. 780) et ses modificatifs des 25 juin 1990 (BOC, p. 2288), 19 mai 1992 (BOC, p. 2004), 5 avril 1994 (BOC, p. 1505), 10 août 1994 (BOC, p. 3275), 14 novembre 1994 (BOC, p. 4387) et 4 juillet 1996 (BOC, p. 3009).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 311-0.2.2.2, 621-4.4.3.

Référence de publication : BOC, p. 5189.

SOMMAIRE

Introduction.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA RETRAITE.

2. AUTORITÉS HABILITÉES À PRENDRE LES DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

3. PLACEMENT DES OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE.

4. ADMISSION DES OFFICIERS DE RÉSERVE SERVANT EN SITUATION D'ACTIVITÉ À FAIRE VALOIR LEURS DROITS À PENSION DE RETRAITE (OFFICIERS QUI ONT ACCOMPLI AU MOINS QUINZE ANS DE SERVICES EFFECTIFS).

5. DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

6. FORMALITÉS PRÉALABLES À LA LIQUIDATION DE LA PENSION DE RETRAITE.

7. POSITION DE L'OFFICIER DE CARRIÈRE RETRAITÉ, AUTORISÉ À REPRENDRE LE SERVICE ACTIF.

8. DEMANDE DE REMISE EN PAIEMENT D'UNE PENSION INITIALE.

ANNEXE(S)

ANNEXE I.

ANNEXE II. INSCRIPTIONS À PORTER SUR LES PIÈCES MATRICULES.

Introduction.

La présente instruction a pour objet de préciser les règles à appliquer pour que les officiers puissent bénéficier des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite, fondées sur la durée des services.

Il importe que les prescriptions du code susvisé soient rigoureusement respectées, tout retard, erreur ou omission dans l'accomplissement des formalités requises étant de nature à causer un préjudice aux intéressés.

En particulier, la décision de radiation des cadres doit être prise, sauf cas particulier, quatre mois au moins avant la date à laquelle elle prend effet et le dossier de pension, dûment mis à jour, doit être soumis au service des pensions deux mois avant la date d'effet de la radiation des cadres de l'intéressé. Il est rappelé qu'en l'absence de toute précision concernant le genre des services effectués, la mention quinze ans ou vingt-cinq ans de services militaires se rapporte aux services civils et militaires effectifs (application de l'article L. 6, 1^o du code des pensions civiles et militaires de retraite).

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA RETRAITE.

1.1. Droit à pension de retraite.

Le droit à pension de retraite est acquis :

- aux officiers qui ont accompli quinze ans de services civils et militaires effectifs ;
- aux officiers de carrière et sous contrat radiés des cadres par suite d'infirmités, sans condition de durée des services.

Les modalités relatives à la mise en position de retraite d'office par suite d'infirmités ou par mesure disciplinaire n'entrent pas dans le champ d'application de cette instruction.

Les officiers de carrière sont placés en position de retraite et les officiers servant en vertu d'un contrat font valoir leurs droits à pension de retraite en fin de contrat ou après résiliation de ce dernier, s'ils ont accompli au moins quinze années de services civils et militaires effectifs.

1.2. Jouissance de la pension.

La jouissance de la pension militaire est immédiate :

- pour les officiers de carrière et sous contrat radiés des cadres par suite d'infirmités, sans condition de durée des services ;
- pour les officiers réunissant, à la date de leur radiation des cadres, sur demande ou par limite d'âge, vingt-cinq ans de services civils et militaires effectifs ;
- pour les officiers féminins visés à l'article R. 64 du code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- pour les officiers de réserve servant en situation d'activité, réunissant vingt ans de services effectifs dans cette situation.
- pour l'officier sous contrat (*OSC*) qui a effectué au moins quinze ans de services civils et militaires effectifs tels qu'ils sont définis par le code des pensions civiles et militaires de retraite, dont six au moins dans le personnel navigant militaire, à l'issue d'un congé du personnel navigant d'une durée d'un an (non inclus dans les quinze ans de services exigés supra), qui entre en compte pour le calcul des droits à pension de retraite en application des dispositions de l'article 86 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée.

La jouissance de la pension de retraite est différée jusqu'à l'âge de 50 ans pour tous les autres officiers.

Elle ne peut être antérieure à la date de la décision de radiation des cadres du titulaire sauf dans les cas exceptionnels prévus par règlement d'administration publique (cf. art. R. 36 du code des pensions civiles et militaires de retraite).

1.3. Radiation des cadres.

Les officiers ne peuvent prétendre à la liquidation de leurs droits à pension de retraite qu'après avoir été radiés des cadres, soit sur demande, soit sur demande agréée, soit d'office en application du statut général et des statuts particuliers qui régissent les militaires.

La radiation des cadres résulte :

- pour les officiers de carrière, d'un arrêté de placement en position de retraite ou d'une décision de cessation de l'état de militaire de carrière en application des dispositions de l'article 79 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée ;
- pour les officiers servant en vertu d'un contrat, de l'arrivée à terme de leur contrat (non-renouvellement résiliation ou dénonciation).

L'acte de radiation des cadres spécifie les circonstances susceptibles d'ouvrir droit à pension et vise les dispositions légales invoquées à l'appui de cette décision.

1.4. Pécule des officiers de carrière

(art. 71 et 71.1 du statut général des militaires).

Les officiers de carrière du corps des officiers des armes admis à la retraite avec le bénéfice d'une pension à jouissance différée peuvent bénéficier sur demande ou sur demande agréée du pécule prévu par les articles 71 et 71.1 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, dans les conditions fixées par l'instruction 11366 /MA/DAAJC/AA/1 du 10 mai 1974 (BOC, p. 1396) modifiée.

1.5. Pécule des officiers sous contrat.

En application de l'article 86-1 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, les officiers sous contrat issus des officiers de réserve servant en situation d'activité, qui ont accompli au moins quinze ans de services civils et militaires effectifs, et dont le contrat en cours arrive à échéance avant le 16 mars 2002 peuvent opter soit pour le pécule prévu à l'article 22 du décret 2000-511 du 08 juin 2000, soit pour l'attribution d'une pension de retraite à jouissance différée, s'ils totalisent plus de quinze ans de services, ou immédiate, s'ils totalisent vingt années de services dans cette situation.

L'*OSC* qui opte pour le pécule doit établir une demande dans la forme de l'imprimé N° 522/33 prévu par l'instruction 100 /DEF/DCCAT/ABF/RD/S du 30 septembre 1996 (BOC, 1997, p. 1827). Cette demande est adressée par ses soins à son chef de corps ou de service qui la fait parvenir au dernier organisme payeur de la solde de l'intéressé, accompagnée d'un état des services complet.

L'organisme payeur transmet une copie de la demande de l'intéressé ainsi que la décision d'allocation au service des pensions des armées, pour révision de la pension déjà concédée, s'il y a lieu.

1.6. Prime des officiers sous contrat.

Les officiers sous contrat ont droit, à l'expiration de leur contrat lorsqu'elle intervient pour un motif autre que disciplinaire, à la prime prévue à l'article 84 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée, dans les conditions fixées par l'article 8 du décret n° 2000-511 relatif aux officiers sous contrat du 8 juin 2000.

1.7. Bénéfice des dispositions prévues par les articles 5, 6 ou 7 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 (BOC, 1985, p. 4019) modifiée (applicables jusqu'au 31 décembre 2002).

En application de l'article 5 de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiée, les officiers détenant un grade au plus égal à celui de colonel et qui ont acquis des droits à pension de retraite après vingt-cinq ans de services, peuvent, sous réserve de se trouver à plus de quatre ans de la limite d'âge statutaire de leur grade, bénéficier, sur demande agréée, d'une pension de retraite calculée selon les dispositions de ladite loi.

Selon les dispositions de l'article 6 de cette même loi, la demande de pension de retraite prévue à l'alinéa précédent est satisfaite de plein droit si elle émane d'un officier qui se trouve à plus de quatre ans de la limite d'âge de son grade et qui a dépassé, dans son grade, le niveau d'ancienneté éventuellement fixé dans le statut particulier de son corps en matière d'avancement et si elle est présentée dans un délai de trois ans à partir de la date à laquelle l'intéressé a atteint ce niveau.

En vertu de l'article 7 de cette même loi, les bénéficiaires d'un congé spécial sont placés sur leur demande en position de retraite en cours ou à l'issue de ce congé.

Le temps passé en congé spécial est pris en compte pour le calcul des droits à pension de retraite.

1.8. Généralités concernant le calcul du montant des pensions de retraite.

Les éléments permettant de constater l'établissement des droits à pension et de déterminer le montant de celle-ci sont consignés dans un dossier de pension détenu au corps et vérifié périodiquement par son titulaire.

Le montant de la pension est calculé sur la base des derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'échelon qui aura été détenu effectivement pendant six mois au moins au moment de la cessation des services valables pour la retraite. Cette disposition ne s'applique pas au bénéficiaire de l'article 5 ou de l'article 6 de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiée [cf. inst. 20410 /DEF/DAJ/FM/1 du 01 avril 1983 (BOC, p. 1682)].

1.9. Ajournement du placement dans la position de retraite.

Même s'ils ont acquis des droits à pension de retraite à jouissance immédiate, les officiers de carrière, qui n'ont pas atteint la limite d'âge de leur grade ou la limite de durée des services, peuvent avoir leur placement

en position de retraite différé du fait :

- soit de la parution d'un décret prescrivant le maintien d'office en service pour une durée limitée ;
- soit de l'obligation de rester en activité pendant une durée déterminée après avoir reçu une formation spécialisée ou pour tout autre motif prévu par la réglementation.

2. AUTORITÉS HABILITÉES À PRENDRE LES DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

2.1. Placement en position de retraite d'office par limite d'âge ou des services des officiers de carrière.

Le placement dans la position de retraite d'office par limite d'âge ou par limite des services des officiers de carrière est prononcé par arrêté pris :

- par les commandants de région terre, le commandant des forces françaises et de l'élément civil stationné en Allemagne, le général commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, le commandant de la région terre Ile-de-France concernant les militaires de carrière servant outre-mer et à l'étranger, à l'exception de la République fédérale d'Allemagne.

Il est rappelé que la radiation des cadres par limite d'âge intervient le lendemain du jour anniversaire de l'intéressé (cf. arrêt CE Poulain du 16 mai 1975).

2.2. Placement en position de retraite sur demande ou demande agréée des officiers de carrière.

Le placement dans la position de retraite sur demande ou sur demande agréée des officiers de carrière est prononcée par arrêté du ministre chargé des armées.

2.3. Admission à faire valoir les droits à pension de retraite des officiers servant en vertu d'un contrat.

La décision d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite, concernant les officiers de réserve servant en situation d'activité, est prononcée par le chef de corps ou de service.

3. PLACEMENT DES OFFICIERS DE CARRIÈRE EN POSITION DE RETRAITE.

3.1. Placement d'office par limite d'âge ou par limite de durée des services (avec ou sans aide à la reconversion).

Au cours du septième mois précédant la date à laquelle l'officier atteint la limite d'âge de son grade ou la limite de durée des services, l'autorité désignée au paragraphe 2 ci-dessus prononce le placement en position de retraite au moyen de l'imprimé N° 311-0/21 et transmet cette décision au chef de corps ou de service pour notification à l'intéressé avec copie à la direction du personnel concernée [bureau de gestion pour la direction du personnel militaire de l'armée de terre (*DPMAT*)].

Lorsque le placement d'office en position de retraite est accompagné d'une aide à la reconversion, la décision est prise par l'autorité désignée au paragraphe 2 ci-dessus, dès l'octroi du congé de reconversion et le cas échéant après mutation dans un régiment de soutien de circonscription de défense (*RT*) ou dans un organisme ayant les mêmes attributions.

La décision de placement en position de retraite doit intervenir, en tout état de cause, au moins quatre mois avant la date à laquelle elle prend effet.

3.2. Placement sur demande accompagné d'une aide à la reconversion.

L'officier candidat à une aide à la reconversion doit joindre à son dossier de reconversion une demande de placement en position de retraite établie sur imprimé N° 314/18.

La décision est prise par l'autorité désignée au paragraphe 2 ci-dessus, dès l'octroi du congé de reconversion et, le cas échéant, après mutation dans un organisme de soutien de *RT* ou dans un organisme ayant les mêmes attributions.

Excepté le cas où l'intéressé a clairement indiqué qu'il ne liait pas le placement en position de retraite à l'octroi d'une aide à la reconversion, le refus du congé de reconversion, ou l'octroi de celui-ci selon des modalités différentes de celles demandées initialement, a pour effet d'annuler la demande de placement en position de retraite. Une nouvelle demande doit alors être déposée.

En tout état de cause, en l'absence de toute nouvelle demande de placement en position de retraite, l'officier qui doit atteindre la limite d'âge de son grade ou la limite de durée des services dans les six mois suivant la décision relative au congé demandé, se voit appliquer les prescriptions du paragraphe 3.1 ci-dessus.

L'officier de carrière qui a obtenu un congé de reconversion et qui n'est pas placé en congé complémentaire de reconversion à l'issue de ce congé, est placé d'office en position de retraite.

Celui qui a obtenu un congé complémentaire de reconversion est placé d'office en position de retraite, à l'expiration de celui-ci.

L'officier de carrière en congé de reconversion ou en congé complémentaire de reconversion peut être placé en position de retraite, sur sa demande, en cours de congé.

3.3. Placement sur demande sans aide à la reconversion.

La demande de placement en position de retraite (imprimé N° 314/18) doit prévoir une date de prise d'effet permettant à l'autorité militaire de prendre sa décision et au service des pensions des armées d'effectuer la liquidation des droits à pension.

Pour que ces formalités soient terminées en temps opportun, l'officier intéressé doit déposer sa demande au plus tard au cours du septième mois précédant la date prévue de radiation des cadres.

La demande est aussitôt adressée à l'autorité désignée au paragraphe 2 ci-dessus. Cette dernière prononce le placement en position de retraite et adresse la décision établie sur imprimé N° 311-0/22 ou N° 311-0/23 au chef de corps ou de service pour notification à l'intéressé.

3.4. Placement sur demande avec le bénéfice des dispositions prévues par les articles 5 ou 6 de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 (2e modificatif).

La demande de placement en position de retraite avec le bénéfice de l'article 5 ou 6, accompagnée le cas échéant d'une aide à la reconversion, est établie sur un imprimé N° 314/18.

Le refus du bénéfice de l'article 5 a pour effet d'annuler la demande de placement en position de retraite.

3.5. Placement sur demande à l'issue d'un congé spécial.

La demande d'admission à la retraite et celle concernant l'octroi d'un congé spécial au titre de l'article 7 de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 (3e modificatif) sont déposées simultanément.

3.6. Placement des officiers de carrière en position de retraite avec le bénéfice du pécule instauré par la loi 96-1111 du 19 décembre 1996.

La procédure de placement en position de retraite n'est mise en œuvre que pour les officiers ayant fait l'objet d'une décision agréant leur demande de pécule. L'arrêté de placement en position de retraite, établi sur

imprimé N° 311-0/17, est pris sans délai par le ministre chargé des armées, à la date souhaitée par l'intéressé, et adressé au chef de corps ou de service pour notification.

4. ADMISSION DES OFFICIERS DE RÉSERVE SERVANT EN SITUATION D'ACTIVITÉ À FAIRE VALOIR LEURS DROITS À PENSION DE RETRAITE (OFFICIERS QUI ONT ACCOMPLI AU MOINS QUINZE ANS DE SERVICES EFFECTIFS).

4.1. Admission d'office par limite d'âge, par limite de durée des services ou par non-renouvellement de contrat du fait de l'autorité militaire.

Au cours du septième mois qui précède la date de radiation des cadres, le chef de corps ou de service établit une décision d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite (imprimé N° 311-0/24 ou N° 311-0/25).

4.2. Admission sur demande sans aide à la reconversion.

L'officier sous contrat, qui ne désire pas continuer à servir à l'issue de son contrat en cours ou qui désire mettre un terme à celui-ci, doit en avertir l'autorité militaire, si possible dans le septième mois précédant la date de radiation des cadres. La décision d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite (imprimé N° 311-0/24 ou N° 311-0/25) est alors prononcée dans les plus brefs délais par le chef de corps ou de service de l'intéressé, le cas échéant dès acceptation de la demande de résiliation de contrat.

4.3. Admission sur demande avec aide à la reconversion.

L'officier sous contrat candidat à une aide à la reconversion doit joindre à son dossier de reconversion une demande d'admission à faire valoir ses droits à pension de retraite établie sur l'imprimé N° 314/18 et, le cas échéant, une demande de résiliation de contrat.

La décision établie sur imprimé N° 311-0/24 ou N° 311-0/25 est prononcée par le chef de corps ou de service ou, en cas de mutation, par le chef de l'organisme de soutien de *RT* dès octroi du congé de reconversion et, le cas échéant, acceptation de la demande de résiliation de contrat et, en tout état de cause, dès que la date de radiation des cadres de l'intéressé est fixée définitivement.

5. DÉCISIONS DE PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE OU D'ADMISSION À FAIRE VALOIR LES DROITS À PENSION DE RETRAITE.

5.1. Libellé des arrêtés ou décisions.

Les arrêtés ou décisions, conformes aux imprimés répertoriés, doivent être rédigés avec le plus grand soin, notamment en ce qui concerne la date de radiation des cadres qui conditionne la liquidation des droits à pension.

5.2. Notification des arrêtés ou décisions.

Les arrêtés ou décisions doivent être notifiés aux intéressés par le chef de corps ou de service dans les conditions fixées par l'instruction générale 235 /DEF/DAJ/CX du 01 juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953) modifiée.

Nota.

Lors de la notification, l'intéressé doit recevoir une copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal (voir ANNEXE I) ainsi que du décret 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions.

Un modèle de rédaction de la notification est joint en annexe I. Un exemplaire de l'arrêté ou de la décision, accompagné du récépissé correspondant, doit être inséré dans le dossier général (1^{re} partie) et dans le dossier de pension.

5.3. Inscriptions à porter sur les pièces matricules.

Les inscriptions à porter sur les pièces matricules des officiers placés en position de retraite ou admis à faire valoir les droits à pension de retraite sont données en annexe II.

6. FORMALITÉS PRÉALABLES À LA LIQUIDATION DE LA PENSION DE RETRAITE.

L'officier désirant obtenir la liquidation de sa pension doit remplir une déclaration relative à l'élection de domicile et au cumul, objet du tableau V du dossier de pension.

Le dossier de pension complet, accompagné des pièces énumérées à la troisième page de couverture, doit être adressé au service local du commissariat de l'armée de terre de rattachement dès que la décision de radiation des cadres et de placement en position de retraite ou d'admission à faire valoir les droits à pension de retraite est prononcée. Cette procédure s'applique également à l'officier de carrière admis à servir par contrat immédiatement après sa radiation des cadres.

7. POSITION DE L'OFFICIER DE CARRIÈRE RETRAITÉ, AUTORISÉ À REPRENDRE LE SERVICE ACTIF.

La retraite étant la position définitive du militaire de carrière rendu à la vie civile, un officier placé dans cette position ne peut être autorisé à servir de nouveau en position d'activité que par voie d'engagement.

En conséquence, il se verra appliquer l'ensemble des dispositions statutaires relatives aux officiers servant en vertu d'un contrat et ne pourra plus demander à être admis à nouveau en qualité de militaire de carrière.

Pendant la durée du contrat, la jouissance de la pension dont il pourrait être titulaire est alors suspendue (art. L. 79 du code des pensions civiles et militaires de retraite).

8. DEMANDE DE REMISE EN PAIEMENT D'UNE PENSION INITIALE.

La radiation définitive des cadres de l'armée active des officiers qui ont repris du service après avoir été retraités ne donne pas lieu à une décision particulière d'admission à faire valoir leurs droits à pension de retraite.

Les pièces matricules des intéressés sont arrêtées par une formule normale de libération du service, sans mention particulière de droit à pension.

Si le pensionné y a intérêt, un dossier de pension pour nouveaux services doit être adressé au service local du commissariat de l'armée de terre de rattachement dans les conditions prévues au paragraphe 6. La pension initiale est alors éventuellement révisée compte tenu des nouveaux services accomplis ainsi que du grade et de l'échelon acquis au cours de l'engagement.

Dans le cas contraire, il appartient à l'intéressé d'adresser directement le certificat de cessation de paiement délivré par son organisme payeur au comptable qui lui versait précédemment la pension. Cette formalité permet d'obtenir le rétablissement du paiement de la pension initiale.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général, directeur du personnel militaire de l'armée de terre,

Robert RIDEAU.

ANNEXE I.

Figure 1. ACCUSE DE RECEPTION.

ACCUSE DE RECEPTION.

Je soussigné (nom et prénoms)
(grade et affectation)
reconnais avoir reçu :
— notification { de la décision n° (1) du
de l'arrêté n°
aux termes de laquelle/duquel (1) (indication succincte du contenu de la décision ou de l'arrêté) :
— copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier
1996 (2) relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions
statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions.
A , le
Signature,

EXTRAIT DU CODE PENAL (LIVRE IV) (3).

Art. 432-12. Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende.

Toutefois, dans les communes comptant 3 500 habitants au plus, les maires, adjoints ou conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire peuvent chacun traiter avec la commune dont ils sont élus pour le transfert de biens mobiliers ou immobiliers ou la fourniture de services dans la limite d'un montant annuel fixé à 100 000 francs.

En outre, dans ces communes, les maires, adjoints ou conseillers municipaux délégués ou agissant en remplacement du maire peuvent acquérir une parcelle d'un lotissement communal pour y édifier leur habitation personnelle ou conclure des baux d'habitation avec la commune pour leur propre logement. Ces actes doivent être autorisés, après estimation des biens concernés par le service des domaines, par une délibération motivée du conseil municipal.

Dans les mêmes communes, les mêmes élus peuvent acquérir un bien appartenant à la commune pour la création ou le développement de leur activité professionnelle. Le prix ne peut être inférieur à l'évaluation du service des domaines. L'acte doit être autorisé, quelle que soit la valeur des biens concernés, par une délibération motivée du conseil municipal.

Pour l'application des trois alinéas qui précèdent, la commune est représentée dans les conditions prévues par l'article L. 122-12 du code des communes et le maire, l'adjoint ou le conseiller municipal intéressé doit s'abstenir de participer à la délibération du conseil municipal relative à la conclusion ou à l'approbation du contrat. En outre, par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 121-15 du code des communes, le conseil municipal ne peut décider de se réunir à huis clos. *Dum. Etat L. 69.*

Art. 432-13. Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 200 000 francs d'amende le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que fonctionnaire public ou agent ou préposé d'une administration publique, à raison même de sa fonction, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée, soit d'exprimer son avis sur les opérations effectuées par une entreprise privée, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la cessation de cette fonction.

Est punie des mêmes peines toute participation par travail, conseil ou capitaux, dans une entreprise privée qui possède au moins 30 p. 100 de capital commun ou a conclu un contrat comportant une exclusivité de droit ou de fait avec l'une des entreprises mentionnées à l'alinéa qui précède.

Au sens du présent article, est assimilée à une entreprise privée toute entreprise publique exerçant son activité dans un secteur concurrentiel et conformément aux règles du droit privé.

Ces dispositions sont applicables aux gens des établissements publics, des entreprises nationalisées, des sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat ou les collectivités publiques détiennent directement ou indirectement plus de 50 p. 100 du capital et des exploitants publics prévus par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 (n.i. BO: JO du 8, p. 8069) relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

L'infraction n'est pas constituée en cas de participation au capital de sociétés cotées en bourse ou lorsque les capitaux sont reçus par dévolution successorale.

(1) Rayer la mention inutile.

(2) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(3) A détacher suivant le pointillé et à conserver par l'intéressé.

ANNEXE II.
INSCRIPTIONS À PORTER SUR LES PIÈCES MATRICULES.

A) OFFICIER DE CARRIÈRE.

1. Placement en position de retraite sur demande ou sur demande agréée.

1.1. Sans dispositions particulières.

« Placé sur sa demande en position de retraite — avant — après — (1) 25 ans de services — à compter du par arrêté n° en date du

Rayé des cadres de l'armée active le

A déclaré se retirer à . »

1.2. Avec pécule

(art. 71 ou 71.1 de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée).

La formule du paragraphe 1.1 est complétée :

Après : « en date du... »,

Par la mention suivante : « ... avec le bénéfice du paiement du pécule prévu à l'article 71 — à l'article 71.1 (1) de la loi 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée... ».

1.3. Avec le bénéfice de dispositions particulières

(art. 5, 6 ou 7 de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiée).

La formule du paragraphe 1.1 est complétée :

« Après : « en date du... »,

Par la mention suivante : « ... avec le bénéfice des dispositions de l'article 5 — 6 — 7 (1) de la loi 75-1000 du 30 octobre 1975 ... modifiée ».

1.4. Avec le bénéfice du pécule institué par la loi 96-1111 du 19 décembre 1996.

« Rayé le , sur sa demande des cadres et des contrôles de l'armée active par arrêté n° du , admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite à compter du et à bénéficier du pécule défini à l'article 1er de la loi 96-1111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées.

A déclaré se retirer à . »

2. Placement en position de retraite par limite d'âge ou par limite de durée des services.

« Placé d'office en position de retraite — par limite d'âge — par limite de durée des services (1) — avant — après (1) 25 ans de services — à compter du par arrêté n° en date du

Rayé des cadres de l'armée active le

A déclaré se retirer à . »

B) OFFICIERS SOUS CONTRAT.

1. Admission à faire valoir les droits à pension de retraite, sur demande.

« Arrivé en fin de contrat le...

Admis sur sa demande à faire valoir ses droits à pension de retraite — après 15 ans de services — à 20 ans de services en tant qu'*OSC* — après 25 ans de services (1) à compter de la même date par décision n°... en date du.... Les services accomplis du au — ont donné lieu — n'ont pas donné lieu (1) au paiement du pécule prévu à l'article 86-1 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée et à l'article 22 du décret 2000-511 du 08 juin 2000 (BOC, p. 2552), prestation exclusive de tout droit ultérieur à pension basée sur la durée des services. »

Le montant du pécule s'élève à (2) :

Les services accomplis du... au... au titre d'un contrat de huit ans — ont donné lieu — n'ont pas donné lieu (1) au paiement de la prime prévue à l'article 84 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée et à l'article 8 du décret 2000-511 du 08 juin 2000 .

Le montant de cette prime s'élève à (2) :

Rayé des cadres de l'armée active le...

A déclaré se retirer à.... »

2. Admission à faire valoir les droits à pension de retraite par limite d'âge ou limite de durée des services.

« Arrivé en fin de contrat le...

Atteint à cette date — la limite d'âge de son grade — la limite de durée des services (1).

Admis à faire valoir ses droits à pension de retraite — après 15 ans de services — à 20 ans de services en tant qu'*OSC* — après 25 ans de services (1) à compter de la même date par décision n° ...en date du....

Les services accomplis du ... au ... — ont donné — n'ont pas donné lieu (1) au paiement du pécule prévu à l'article 86-1 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée et à l'article 22 du décret 2000-511 du 08 juin 2000 , prestation exclusive de tout droit ultérieur à pension basée sur la durée des services.

Le montant du pécule s'élève à (2) :

Les services accomplis du... au... au titre d'un contrat de huit ans — ont donné lieu — n'ont pas donné lieu (1) au paiement de la prime prévue à l'article 84 de la loi du 13 juillet 1972 modifiée et à l'article 8 du décret 2000-511 du 08 juin 2000 .

Le montant de cette prime s'élève à (2):

Rayé des cadres de l'armée active le...

A déclaré se retirer à.... »

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) A remplir lorsque le paiement a été perçu.

MINISTERE DE LA DEFENSE.

Instruction n° 4218/DEF/PMAT/
EC/B du 20 novembre 1997.**Direction du personnel
militaire de l'armée de terre.**

Format 21 × 29,7.

Bureau coordination administrative.

N° /DEF/PMAT/COAD/3/B.

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE D'UN OFFICIER
DE CARRIERE AVEC LE BENEFICE DU PECULE INSTITUTE
PAR LA LOI N° 96-1111 DU 19 DECEMBRE 1996.**

LE MINISTRE DE LA DEFENSE,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (notamment son article 69-b);
Vu la loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996 relative aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées (notamment ses articles 1er et 2);
Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);
Vu la demande de l'intéressé en date du _____ ;
Vu la décision n° _____ /DEF/PMAT/COAD/3/B du _____ , portant agrément de la demande de pécule,

ARRETE :

Le (1)

NOM patronymique :

Nom d'épouse :

(2)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé sur sa demande en position de retraite après vingt-cinq ans de services le _____ avec le bénéfice du pécule institué par la loi susvisée du 19 décembre 1996.

Il sera rayé des cadres de l'armée active à compter de la même date et recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (3).

(4)

Nota. — La notification de cet arrêté sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

(1) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(4) Signature de l'autorité.

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE D'OFFICE
D'UN OFFICIER DE CARRIERE.**

Le , (2)

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (notamment son article 69-a);
Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);
Vu l'arrêté du 1er juillet 1974 modifié, portant délégation de pouvoir en matière de décisions individuelles,

ARRETE :

Le (3)

NOM patronymique :

Nom d'épouse :

(4)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé d'office en position de retraite { par limite d'âge (4)
par limite de durée de services

A compter du

Et sera rayé des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (5).

(6)

Nota. — La notification de cet arrêté sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

-
- (1) Attache de l'autorité ayant pris la décision.
(2) Grade, nom, fonction de l'autorité signataire.
(3) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.
(4) Rayer la mention inutile.
(5) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.
(6) Signature de l'autorité.

MINISTERE DE LA DEFENSE.

Instruction n° 4218/DEF/PMAT/
EG/B du 20 novembre 1997.**Direction du personnel
militaire de l'armée de terre.**

Format 21 × 29,7.

Bureau coordination administrative.

N° /DEF/PMAT/COAD/3/B.

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE
SUR DEMANDE D'UN OFFICIER DE CARRIERE.**

LE MINISTRE DE LA DEFENSE,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires (notamment son article 69-b);
Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);
Vu la demande de l'intéressé en date du ,

ARRETE :

Le (1)

NOM patronymique :

Nom d'épouse :

(2)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé en position de retraite { avant 25 ans de services (2)
après 25 ans de services.

A compter du

Et sera rayé des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (3).

(4)

Nota. — La notification de cet arrêté sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

-
- (1) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.
(2) Rayer la mention inutile.
(3) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.
(4) Signature de l'autorité.

MINISTERE DE LA DEFENSE.

Instruction n° 4218/DEF/PMAT/
EG/B du 20 novembre 1997.**Direction du personnel
militaire de l'armée de terre.**

Format 21 × 29,7.

Bureau coordination administrative.

N° /DEF/PMAT/COAD/3/B.

**ARRETE PORTANT PLACEMENT EN POSITION DE RETRAITE
D'UN OFFICIER DE CARRIERE
AVEC LE BENEFICE DE DISPOSITIONS PARTICULIERES.**

LE MINISTRE DE LA DEFENSE,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires (notamment son article 69);

Vu le décret n° 74-338 du 22 avril 1974 modifié, relatif aux positions statutaires des militaires de carrière (notamment ses articles 36 et 37);

Vu (1)

Vu la demande de l'intéressé en date du ,

ARRETE :

Le (2)

NOM patronymique :

Nom d'épouse :

(3)

Nom d'usage :

Prénoms :

Numéro matricule :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est placé en position de retraite { avant 25 ans de services
après 25 ans de services (3)

Avec le bénéfice des dispositions de (4)

A compter du

Et sera rayé des cadres de l'armée active à compter de la même date.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret n° 96-28 du 11 janvier 1996 relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (5).

(6)

Nota. — La notification de cet arrêté sera assurée dans les conditions prévues par l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM 460*) modifiée.

(1) Visa des textes établissant les dispositions dont bénéficie l'intéressé.

(2) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.

(3) Rayer la mention inutile.

(4) Références des dispositions particulières dont bénéficie l'intéressé (articles 5, 6 ou 7 de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975).

(5) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(6) Signature de l'autorité.

**DECISION D'ADMISSION A FAIRE VALOIR SES DROITS A PENSION DE RETRAITE
D'UN OFFICIER SOUS CONTRAT AVEC OU SANS LA PRIME
PREVUE PAR L'ARTICLE 84 DU STATUT GENERAL DES MILITAIRES (4).**

Le , (2)

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite (notamment ses articles L. 6-1° et L. 24-II);
Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée, portant statut général des militaires (art. 82, 84,
86 et 86-1);

Vu le décret n° 2000-511 du 8 juin 2000 relatif aux officiers sous contrat (notamment ses articles 8,
9, 22 et suivants),

DECIDE :

Le (3)

NOM patronymique :

Nom d'épouse : (4)

Nom d'usage :

Prénoms :

Identifiant défense :

Numéro d'identification :

Arme ou service :

Corps ou service :

Est admis à faire valoir ses droits à pension de retraite :

— après 15 ans de services	}	(4)
— à 20 ans de services en tant qu'OSC		
— après 25 ans de services		

Est admis au bénéfice de la prime prévue par l'article 84 de la loi susvisée et dans les
conditions définies par les articles 8 et 9 du décret susvisé (4).

A compter du

date à laquelle son contrat d'engagement - arrive à terme - est résilié - (4) et où il sera rayé
des cadres de l'armée active.

L'intéressé recevra copie des articles 432-12 et 432-13 du code pénal ainsi que du décret
n° 96-28 du 11 janvier 1996 modifié, relatif à l'exercice d'activités privées par des militaires placés
dans certaines positions statutaires ou ayant cessé définitivement leurs fonctions (5).

(6)

Nota. — La notification de cette décision sera assurée dans les conditions prévues par
l'instruction générale n° 235/DEF/DAJ/CX du 1er juillet 1980 (BOC, 1982, p. 3953; BOEM
460*) modifiée.

(1) Attache de l'autorité ayant pris la décision.

(2) Grade, nom, fonction du chef de corps ou de service.

(3) Grade du militaire faisant l'objet du présent arrêté.

(4) Rayer la ou les mentions inutiles.

(5) BOC, p. 538; BOEM 111* et 300*.

(6) Signature de l'autorité.